

Europe Aid /124308/D/ACT/ACP
Appel d'offres n°1
EDULINK - ACP EU Programme de Coopération Universitaire

Projet AUDIS – Renforcement de la dimension internationale des universités africaines (réf. 93)

**Activité 1 a : Séminaire d'évaluation des besoins
St Louis (Sénégal), Université Gaston Berger, 3-5 décembre 2007-12-11**

Rapport du séminaire

Padoue, décembre 2007

Le séminaire, qui devait permettre de lancer le projet, s'est tenu comme prévu à l'université Gaston Berger de Saint Louis (Sénégal), du 3 au 5 décembre 2007.

Malgré quelques problèmes (organisation des vols, visas, logistique, transfert de ressources financières), brillamment résolus grâce à l'intervention décisive de notre hôte local, M. le professeur Abdoulaye Barry, et quelques incertitudes administratives, concernant la date de la signature du contrat, les activités se sont déroulées suivant le programme (Annexe 1).

Le but du séminaire était d'établir les besoins formatifs concernant la gestion des rapports internationaux des universités africaines partenaires, une étape indispensable pour définir les activités formatives de la 2ème étape du projet. Il devait en outre conduire à la formation du Comité Consultatif du Projet (3 membres pour les partenaires européens et 3 pour les partenaires africains).

La participation a été nombreuse. 21 représentants pour les partenaires africains, 1 représentant de l'associé africain, 3 représentants pour les partenaires européens, 8 représentants des associés européens, 3 experts et 2 animateurs pour le travail de groupe, soit 38 personnes (Annexe 2). Les absents : 2 représentants de l'université de Dar-es-Salam (Tanzanie) et l'un des experts (Dr Narciso Matos, de la Fundação para o Desenvolvimento da Comunidade – Mozambique). Tous trois avaient garanti leur présence.

Les activités se sont déroulées suivant le programme établi. Après le discours inaugural et l'ouverture des travaux par l'Intérimaire du Recteur de l'université Gaston Berger, M. Issiaka P.L. Layélé, la première journée a été consacrée à la présentation du projet AUDIS par le coordinateur, M. P. Faggi de l'université de Padoue. Les 3 discours essentiels sont prononcés (M. F. Sartor, Université de Bologne : « The Bologna process and its implications for internationalisation » ; M. Sall, Secrétaire Général du CAMES, Ouagadougou : « L'action du CAMES vers l'Afrique anglophone et lusophone » ; G. Langouche, Université Catholique de Louvain, Président du Comité de pilotage/Steering Committee du Groupe de Coimbra : « Accreditation in International Perspective/L'Accréditation en perspective internationale ») qui a débouché sur un débat d'éclaircissement et approfondissement. Les trois présentations ont fourni des informations sur les processus d'internationalisation en cours dans les universités européennes et africaines. M. G. Langouche a aussi présenté le Groupe de Coimbra (structure et activités). La pause repas a été consacrée à la visite de l'université Gaston Berger et aux formalités administratives.

Le deuxième jour et la matinée du troisième ont été consacrées à la partie plus opérationnelle du séminaire, les travaux de groupe (Annexe 3), au cours desquels les partenaires africains ont identifié : les problèmes prioritaires liés à l'internationalisation, les besoins formatifs qui en découlent (en identifiant aussi les ressources internes, les obstacles et les opportunités), les possibilités de nouvelles formes de coopération régionale pour les résoudre. Les travaux de groupe se sont alternés à des séances plénières, où rendre compte et discuter des résultats.

Les membres du Steering Comitee/Comité de pilotage du projet ont été élus pendant la matinée du troisième jour ; il s'agit de :

M. Abdoulaye Barry, Université Gaston Berger, St. Louis (Sénégal) ; Mme Martine Dekoninck, KULeuven (Belgique) ; M. Pierpaolo Faggi, Université de Padoue (Italie) ; M. Mitiku Haile, Université de Mekelle (Ethiopie) ; Mme Inge Knudsen, Secrétariat du Groupe de Coimbra (Belgique) ; M. Ângelo António Macuàcua, Université Eduardo Mondlane, Maputo (Mozambique).

Pendant la dernière après-midi, après un discours du Recteur de l'Université Gaston Berger, Mary Teuw Niane, de retour d'une mission, on a évoqué les étapes suivantes du projet, prévoyant : la rédaction des propositions de formation par les partenaires africains, leur perfectionnement par le Comité de pilotage, l'accomplissement des stages dans les universités partenaires et associées européennes. Cette dernière activité sera précédée et suivie par deux séminaires, à la KU Leuven et à l'Université Catholique de Louvain.

* * *

Nous pouvons faire quelques considérations générales sur le déroulement du séminaire.

1. Tout d'abord, le niveau de participation intense et élevé des participants. Les groupes de travail ont permis aux partenaires africains d'approfondir les problèmes et d'en discuter avec fougue ; ils ont d'ailleurs dit à plusieurs reprises être satisfaits de la méthode adoptée, qui leur a permis d'être des acteurs à part entière et non de simples spectateurs. Dans ce but la méthode choisie (*focus group*) a privilégié l'implication directe des différents acteurs intéressés, avec leur bagage de connaissances, de professionnalité et d'expérience. Elle a donc encouragé l'échange d'opinions, le développement de scénarios et la proposition d'idées, pour définir et résoudre les problèmes révélés, afin de construire des projets en partant de l'université réelle, avec ses contingences, ses contraintes et ses forces. Nous signalons que le débat a été plus animé au sein des petits groupes qu'à l'occasion des séances plénières ; les groupes plus homogènes du point de vu de la langue ont évidemment vu une plus grande participation et une communication plus aisée. Le débat a permis de définir 4 groupes de besoins formatifs prioritaires pour l'internationalisation universitaire (mobilité, gestion et gouvernance, difficulté linguistiques, accès aux financements internationaux, d'une part, et d'entrevoir, de l'autre, les ressources déjà présentes et la possibilité de les mettre en réseau. Le débat a été particulièrement efficace - en permettant d'obtenir les résultats prévus - et productif - participation diffuse et emploi du temps rationnel ; les résultats obtenus ont été appréciés et partagés par tous (sens de propriété diffuse).
2. Un autre aspect concerne la langue. Les rapports et les débats se sont tenus dans les 2 langues prévues (français et/ou anglais), sans traduction simultanée mais avec des résumés dans les deux langues et avec le secours de traductions consécutives par certains partenaires européens. Même si la langue n'a pas représenté un gros problème, il y a eu quelques incompréhension linguistiques pour certains : la dernière séance de travail de groupe, prévoyant une agrégation en 3 groupes fondés sur la langue véhiculaire (français, anglais, portugais), a sans aucun doute été la plus rentable et le fait que l'un des besoins formatifs définis concerne justement la compétence linguistique montre que le problème existe, bien au-delà des attentes des organisateurs. Une autre manifestation de l'importance de la langue intéresse le Comité de pilotage, où l'on trouve un représentant pour chacune des trois aires linguistiques.
3. Un troisième problème concerne ce que nous pourrions appeler le « biais académique ». Comme l'indique le projet, le groupe cible participant aurait dû être formé par les responsables Académique (Deputy Vice-chancellor for International Relations/Vice-président chargé des relations internationales) et Administratif (Director of International Relations/ Directeur des Relations internationales) des relations internationales des Universités partenaires africaines. Ce mode de participation n'a pas été possible que dans certains cas ; dans les autres c'est le Recteur/Président même et un Académique, au lieu d'un Administratif, qui sont intervenus. Le problème dépend peut-être de l'absence ou de la faible structuration du Service des Relations Internationales en tant que service autonome auprès des partenaires africains ou de la décision des plus hautes Autorités académiques de participer directement à l'initiative. Il faudra voir si ce type de participation ne provoquera pas de problème au cours des prochaines étapes du projet, quand un long séjour (20 jours environ) en Europe sera nécessaire à l'occasion de stages de formation.

* * *

Lundi, 3 décembre 2007

9:00

En bienvenue : « Comment renforcer la dimension internationale des universités africaines sans compromettre leur enracinement et aggraver leur extraversion ? »

par Prof. Issiaka P.L. Lalèyê - Recteur Intérimaire UGB (en français)

Il souhaite la bienvenue à L'Université Gaston Berger - petite université, créée il y a 18 ans, au nom du philosophe Gaston Berger - aux nombreux participants, et ce au nom du recteur, le professeur Mary Teuw Niane, qui a dû s'absenter inopinément, mais il rejoindra Saint-Louis avant la fin des travaux. En son nom il encourage les participants à avoir des réflexions et discussions fructueuses.

Il profite de l'occasion pour soumettre à l'assemblée une question qui le préoccupe réellement : Comment renforcer la dimension internationale des universités africaines sans compromettre leur enracinement et aggraver leur extraversion ?

Cette interrogation part de quelques propositions telles que :

- L'école africaine moderne est arrivée chez nous déjà internationale, et c'est pareil pour les universités qui lui ont emboîté le pas.
- L'enseignement a du mal à s'africaniser.

Nos universités ne sont pas infiltrées de culture propres et ne préparent pas bien les étudiants au marché du travail ; il y aussi une multiplication des universités, car les pays sont confrontés à une pression croissante du nombre d'étudiants.

Le projet AUDIS semble partir du constat que la faible dimension internationale des universités est l'un des plus grands obstacles à leur réussite et développement. Il faut oser se poser la question si c'est bien la principale raison. Il faudrait avoir le courage de se demander si une nationalisation inexistante ou mal faite ne suffit pas pour mener à une internationalisation inadéquate, inefficace.

Les universités européennes sont les championnes de l'ouverture de l'esprit et de l'internationalisation.

Il insiste sur l'importance du maintien de l'identité des universités africaines, et voudrait prévenir le « clonage » des universités européennes : « Comment comptons-nous renforcer la dimension internationale des nos universités sans compromettre leur enracinement ni aggraver leur extraversion? ».

Au nom du Recteur, le Prof Lalèyê déclare le séminaire AUDIS ouvert.

10:00

Présentation du projet AUDIS (Renforcement de la dimension internationale des universités africaines)

M. P. Faggi, Université de Padoue, Coordinateur du projet (PPT en anglais et en français : Annexe 4)

Il désire avant tout remercier l'université Gaston Berger et en particulier le professeur Abdoulaye Barry.

Le projet a déjà une longue histoire (Conférence de Cotonou, 1999, Contrat de Service pour la CE, 2002, Conférence de Louvain-la-Neuve, 2004) et nous nous apprêtons à lancer le projet AUDIS.

La première activité, qui est à l'origine de ce premier séminaire, consistera à évaluer les besoins formatifs nécessaires à l'internationalisation de nos partenaires africains. Il évoque donc les objectifs généraux et spécifiques d'AUDIS, énoncés en 2002 par les universités africaines à l'occasion d'une enquête préliminaire. « Les universités africaines désiraient participer au débat scientifique mondial ».

Il rappelle aussi le groupe cible (2 personnes par université partenaire : le Directeur des Relations internationales et le Recteur responsable des relations internationales), afin que les Universités prennent des engagements politiques et techniques. Les deux fonctions sont essentielles.

Il s'est ensuite penché sur le plan d'action du Projet, qui comprendra 4 étapes en 3 ans.

Pour conclure, il récapitule les activités prévues au cours de ce séminaire à Saint-Louis : 1) Définir les problèmes, les besoins de formation et les stratégies pour les résoudre ; 2) Choisir 3 membres africains pour le Comité de pilotage, qui finalisera les périodes de formation et choisira les projets des partenaires africains à implémenter.

11:00

Le processus de Bologne et son incidence sur l'internationalisation

M. F. Sartor, Université de Bologne (PPT en anglais – Annexe 5 ; traduction en français par M. D. Breillat)

Il décrit en détail les différentes étapes de l'agenda du processus de Bologne, en particulier :

1. La conjoncture européenne dans les années quatre-vingt-dix, à l'origine du lancement du processus de Bologne (pas uniquement en rapport avec l'Union européenne ; l'augmentation du nombre des étudiants, l'autonomie accrue des universités, le développement des universités privées, mais aussi l'affirmation de la valeur sociale des universités, la diminution des fonds publics, la croissance de l'assurance qualité ; la diversification des programmes ; le marché mondial compétitif ; le succès du programme Erasmus ; la fragmentation existant encore au niveau des l'organisation des programmes ; des différences importantes).

2. Le processus de Bologne (PB).

C'est dans ce contexte qu'a commencé la restructuration des instituts d'enseignement supérieur européens, afin de créer un espace ouvert, pas vraiment homogène, et d'encourager les universités à la mobilité et à la coopération.

Le but recherché était de rendre les programmes comparables et compatibles afin d'accroître la mobilité des étudiants et des enseignants et de créer un espace unique.

46 pays ont déjà signé la déclaration, bien au-delà de l'UC. Ce processus dynamique prévoit plusieurs conférences de présentation et de vérification. Bologne, Prague, Berlin, Bergen, (prochainement Louvain en avril 2009).

Les 10 lignes directrices et les 5 principes du PB y sont présentés et débattus.

3. Les acteurs.

Le rôle d'acteurs différents, à tous les niveaux, est essentiel : Transnational (Groupe de suivi de Bologne et Secrétariat. NB : Nous pouvons déjà affirmer qu'il existe une certaine convergence vers l'objectif final de 2010, même si tous les pays n'ont pas atteint le même niveau), National (Ministères, Conférences des recteurs, Associations étudiantes, Promoteurs de Bologne), Institutionnel (par ex. au niveau universitaire : développement des BRI, redéfinition des programmes, incitation à la mobilité, résultats en fonction du marché du travail, augmentation des services offerts aux étudiants internationaux, développement de systèmes d'assurance qualité).

Certains problèmes font encore l'objet de débats : le système à deux cycles (différentes positions selon les pays, comment concevoir des programmes homogènes. NB : Une licence dans le pays d'origine et une maîtrise dans un autre pays, voilà la façon la plus logique de procéder), l'employabilité (est-ce l'affaire de l'université ? certains pensent le contraire, il arrive que certains diplômés ne soient pas reconnus sur le marché du travail, les changements ; les jeunes diplômés devraient être des professionnels, mais ce n'est pas évident, surtout dans les universités qui offrent de longues études) ; le débat sur la préparation professionnelle et académique : pas de solution unique à ce problème.

4. Le processus de Bologne et l'internationalisation.

PB – un instrument de compétition ou de coopération ? - il encourage: diplômés conjoints, échange des enseignants, mobilité des étudiants, par exemple mobilité horizontale, dimension internationale des programmes, étudiants étrangers, par exemple mobilité verticale, reconnaissance des diplômés et ECTS).

Puis il déclare que « Le monde veut comprendre ce qui se passe » au sein du PB, une expérience qui peut s'avérer utile bien que l'objectif du PB ne soit pas toujours clair, par exemple l'établissement

d'un « système unique ». Les universités africaines peuvent profiter elles aussi du programme Erasmus mundus et des opportunités de coopération externe offertes par Erasmus mundus.

Débat :

Tout d'abord, certains participants ont illustré ce qui est accompli pour que les universités africaines soient informées du PB.

M. C. N. Awanou, Abomey-Calavi, explique que le CAMES a créé 2 groupes de discussion (Afrique centrale et Afrique de l'ouest) ; des séminaires ont été organisés pour approfondir les principaux problèmes (méthodes d'enseignement, mobilité, reconnaissance des titres) ; un processus de collaboration avec le comité informatique a été implémenté ; on est en train de réorganiser les programmes, en mettant l'accent sur la qualité, la mise à jour et l'évolution générale. Les besoins et le cadre légal devraient être définis d'ici la fin juillet 2008.

M. L. Kaumba, Lubumbashi, a rappelé que la République Démocratique du Congo ne fait pas partie du CAMES, mais qu'un processus de réorganisation est en cours depuis 2003, du moins au niveau du premier et du deuxième cycle. Cependant le principal problème reste la réorganisation des Ecoles doctorales, essentielle pour implémenter les activités de la recherche et de l'enseignement. Il évoque le programme PADEM pour mettre à jour l'enseignement. Actuellement le problème essentiel est l'harmonisation des différents systèmes africains.

M. D. Breillat, Poitiers, fait remarquer qu'en Europe la situation varie beaucoup d'un pays à l'autre : en France par exemple le PB n'a apporté aucun changement réel. Malgré les différences il reste de place pour l'interaction et la coopération et nous pouvons déjà faire quelque chose (la liaison entre la France et le CAMES peut faciliter les rapports), avec davantage de flexibilité. Il fait remarquer que le PB a fourni l'occasion d'introduire, dans certains pays, des réformes qui, autrement, ne seraient pas passées.

M. P. Kapagama, de l'université de Kinshasa, a rappelé le processus en cours en République Démocratique du Congo, en collaboration avec l'université de Laval et l'AUF (Agence universitaire de la francophonie).

15:00

Présentation du groupe de Coimbra

M. G. Langouche, Université Catholique de Louvain, Président du Comité de Direction du Groupe de Coimbra (PPT en anglais – Annexe 6 ; résumé en français)

Il présente l'important réseau d'universités d'Europe : le groupe de Coimbra est une association de longue date entre différentes universités européennes de haut niveau, ayant pour objet la création de liens académiques et culturels dans l'intérêt de ses membres, l'internationalisation, la collaboration académique, l'excellence de la recherche et de l'enseignement et l'intérêt public. Le Groupe devrait en outre influencer les politiques pédagogiques européennes et synthétiser les différentes expériences afin de proposer les meilleures pratiques. Il illustre l'histoire, la mission et la structure du GdeC. Le GdeC a joué un rôle essentiel dans l'élaboration du projet AUDIS : tous les associés et partenaires européens y adhèrent.

15:30

L'action du CAMES vers l'Afrique anglophone et lusophone

M. Sall, Secrétaire Général du CAMES, Ouagadougou (PPT en français – Annexe 7 ; traduction en anglais par D. Breillat)

Le CAMES, fondé en 1968, a aujourd'hui 17 Etats membres, francophones plus la Guinée Bissau et le Cameroun (bilingue) ; son activité est plus large que les pays membres, p. ex. RD Congo participe à certains programmes. Ses missions touchent à : établir une coopération scientifique et culturelle entre les pays membres ; établir des conventions ; coordonner et harmoniser les programmes ; assurer la qualité.

Ses programmes actuels :

1. Reconnaissance et équivalence des diplômes (sur la base d'une convention de 1972, 4 commissions poursuivent l'action, dont les résultats sont évalués tous les 2 ans dans un colloque ; ce programme a beaucoup contribué à la mobilité des étudiants).

2. Programme comités consultatifs interafricains (7 comités techniques spécialisés pour évaluer individuellement la carrière des enseignants et chercheurs).

3. Agrégation (recrutement et formation de professeurs de haut niveau. 2 programmes : Médecine et Sciences juridiques, économique et de gestion ; les Jury sont internationaux).

La préparation est offerte par des universités françaises et également par des centres en Afrique.

Les programmes visent à assurer des enseignants/chercheurs de niveau international et des étudiants capables d'accéder au marché du travail local et international.

Le CAMES développe aussi des actions vers le reste d'Afrique. A signaler les relations avec SADC (Southern African Development Community : 14 pays majoritairement anglophones mais aussi RDCongo et Mozambique). Un Comité technique travaille pour l'accréditation des programmes entre les deux réseaux. CAMES travaille aussi avec AUA (Association des Universités Africaines : réseau de 45 pays, 114 institutions) dans plusieurs domaines, comme l'assurance qualité (programme financé par la BM), la mise en place d'une base de données, un programme de revitalisation de l'Education Supérieure. Des relations existent aussi avec le Nigeria University Council, qui s'occupe de l'accréditation des universités nigérianes, dans le domaine de la reconnaissance des diplômes dans le cadre de la CDEAO.

Une réflexion est en cours à propos du Processus de Bologna (p.ex. dans les réseaux de l'Afrique Occidentale - RESAO et Centrale), et pourrait servir pour l'harmonisation des programmes, même s'il faut noter que la réforme est faite par les Pays et dans les universités, pas par le CAMES.

CAMES lutte pour que tous les pays signent la convention d'Arusha.

Donc, les relations avec d'autres régions linguistiques Africaines existent, mais avec la limite qu'on ne parvient pas à mettre en place des structures durables pour l'harmonisation.

Débat :

D. Breillat, Poitiers, souligne l'importance du CAMES en France : il produit de la confiance dans l'Education Supérieure Africaine, car il s'agit de concours très sélectifs.

La compétition s'avère difficile et ardue. Le nombre de postes est limité. L'aide de la France : former les jeunes universitaires. L'aspect international de la commission est important. L'appui de votre gouvernement ne suffit pas si vous n'avez pas le tissu universitaire requis.

Le réseautage est lui aussi très important, grâce au CAMES.

F.H. Tall, Ouagadougou, discute les relations institutionnelles entre le CAMES et les réseaux universitaires des pays anglophones et francophones de la CDAO).

Mitiku Haile, Mekelle, suggère que CAMES ait des relations avec RUFORUM (Regional Universities Forum), un consortium d'Universités Est Africaines dans le domaine de l'agriculture.

J. Persens, Western Cape, rappelle qu'au début SADC était très peu concerné avec l'éducation, mais que maintenant, par le biais du réseau SAROUA, il est très engagé dans le domaine, en particulier pour la qualité, l'accountability et les relations avec les stakeholders. Il pense que la coopération entre les différentes organisations pourrait être un outil très important pour l'Education Supérieure africaine.

M. F.H. Tall, de l'université d'Ouagadougou, reconnaît que le rôle du CAMES est essentiel, en particulier du réseau régional RESAO, pour s'intégrer au système LMD d'ici 2010. Mais il souligne le grave problème de « l'hypertrophie » des universités africaines (l'université d'Ouagadougou est passée de 15.000 à 40.000 étudiants), alors que le personnel enseignant et les services ont marqué le pas. Qui plus est, les universités ne disposent d'aucun financement pour la recherche. L'évolution vers le système LMD (licence/master/doctorat) augmentera les possibilités de doctorats en « cotutelle ».

M. Mitiku Haile, Mekelle, demande que l'on accorde une attention particulière au cadre universitaire africain, surtout sur les points suivants : l'accès à l'enseignement supérieur (accès

sélectif basé sur le nombre ? ou sur les qualités ?) ; importance des programmes pour le développement national ; le niveau de responsabilité envers le pays; la transparence du fonctionnement universitaire envers les partenaires ; la gouvernance universitaire et le rôle des étudiants dans ce processus ; l'égalité des sexes.

M. F. Sartor, Bologne, dit que le PB ne se limite pas à la réorganisation des programmes (LMD). L'argument est plus vaste. D'autres problèmes peuvent être abordés dans ce contexte plus vaste avec le PB en toile de fond.

M. A.M. Gentili, Bologne, déclare que, sans exagérer le poids du PB, celui-ci a joué un rôle essentiel pour éviter la privatisation complète de l'enseignement supérieur. Il a par ailleurs rendu plus transparentes les procédures universitaires. Ce projet pourrait offrir aux universités européennes et africaines une occasion de profiter de leurs expériences mutuelles tant au niveau de la recherche qu'à celui de l'enseignement.

16:15

Accreditation in International Perspective/L'Accréditation en perspective internationale

M. G. Langouche, Université Catholique de Louvain, Président du Comité de Direction du Groupe de Coimbra et membre du Comité de Direction du NVAO, l'organisme d'accréditation des Pays-Bas et des Flandres (PPT en anglais – Annexe 8 ; documents papier en français)

L'Assurance Qualité (AQ) et l'accréditation des programmes jouent un rôle essentiel dans l'étape suivante du Processus de Bologne : comment pouvons-nous évaluer un programme ? Comment pouvons-nous comparer les différents programmes internationaux ?

Pour finir et en raison de l'implémentation du PB, la plupart des pays ont leur propre système d'Assurance Qualité, mais ils ne sont pas uniformisés. Voici une procédure typique de AQ : a) Auto-évaluation, b) évaluation externe par un conseil d'experts, c) vérification (et publication des résultats) par l'agence d'AQ.

Contrairement aux déclarations de M. D. Breillat, le PB a radicalement changé la situation dans les Flandres (Belgique). Les programmes de l'enseignement supérieur ont été complètement restructurés.

Les Flamands et les Hollandais parlant la même langue, le ministre a décidé de passer un accord afin de créer une agence d'accréditation de l'enseignement supérieur universitaire et non-universitaire.

Il explique entre autres le fonctionnement de cet organisme d'accréditation.

Tous les nouveaux programmes doivent être accrédités ; tous les programmes de licence et de maîtrise doivent être accrédités.

L'accréditation d'un programme a une incidence sur : la reconnaissance des diplômes, l'affectation des fonds publics, les bourses, etc..

La force de ce système réside dans : la motivation vers la recherche de la qualité, la détection des mauvais fournisseurs, la disparition des mauvais programmes, une crédibilité internationale accrue.

Au niveau international, il y a une exigence croissante de confiance et de transparence. Pour accréditer les programmes conjoints débouchant sur des diplômes communs, les agences doivent coopérer.

Il a conclu son intervention en citant quelques initiatives internationales visant à encourager la reconnaissance mutuelle des accréditations. ECA (Consortium européen d'accréditation), ENQA (Association européenne d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur), INQAAH (Réseau international des agences d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur), AfriQan (Réseau africain d'assurance qualité pour l'enseignement supérieur).

Débat :

M. D. Chihombori, Harare, a demandé si l'accréditation s'applique aussi aux instituts privés ?

En Belgique, les instituts privés tels que l'université catholique de Louvain reçoivent des fonds publics et sont accrédités.

Il s'agit de savoir ce qui se passe avec les instituts, non accrédités dans leur pays, qui délivrent des diplômes à l'étranger ? Ils ne reçoivent pas de diplôme accrédité par le gouvernement.

M. Mitiku Haile, Mekelle, pense que l'auto-évaluation est l'étape la plus importante et la plus utile.

M. V. Muzvidziwa, Harare, signale qu'il y a 14 universités au Zimbabwe. L'éducation est un droit des citoyens. Le SADC entend mettre en œuvre un processus de contrôle de la qualité. L'AQ est indispensable. Le seul pays de la région SADC qui ait une proposition concrète est l'Afrique du Sud. Les autres pays devraient suivre son exemple. L'expérience européenne peut être très profitable. Il reste beaucoup à faire dans nos pays. Que dire des diplômes électroniques (obtenus à distance) ? Les Flandres et les Pays-Bas ont leurs Universités Ouvertes, qui ont été accrédités à l'issue du processus d'accréditation .

M. D. Breillat, Poitiers, a précisé que la reconnaissance d'un diplôme et l'accès à une profession sont deux choses tout à fait différentes.

Mardi 4 décembre 2007

9 :15

Groupe de travail pour l'évaluation des besoins de formation et l'élaboration de propositions de formation

Animateurs : Mesdames M. Bertoncin, D. Quatrida, Université de Padoue

Le coordinateur a souligné l'importance des ateliers d'aujourd'hui et de demain matin. La qualité finale du projet dépendra de la qualité des débats et des conclusions de ces ateliers. Les partenaires européens assisteront aux séances plénières. Les experts fourniront leur aide au cours des séances de groupe, au niveau de la traduction et des problèmes techniques.

Il a présenté Mesdames M. Bertoncin et D. Quatrida, Padoue, qui ont préparé les séances dont elles seront les animateurs.

M.me M. Bertoncin en explique la méthode.

La prochaine activité et celle du lendemain matin permettront d'approfondir la dimension internationale de l'université en se concentrant sur les problèmes essentiels qui seront traduits en besoins de formation. L'approche adoptée, qui sera participatif, s'appuiera sur les connaissances et l'expérience des participants. Cette méthode, qui encourage l'échange d'opinions, permet d'élaborer des cadres futurs et de proposer des idées pour faire face aux problèmes. Le but de ces ateliers est de concevoir des parcours formatifs fondés sur les conditions réelles/objectives des universités intéressées. Ces parcours formatifs seront à la base de l'étape suivante du programme Edulink.

Les ateliers auront trois objectifs :

1. L'identification des problèmes-clés.
2. La définition des besoins formatifs.
3. La recherche de nouvelles opportunités de coopération.

9:30

Activité 1 : identification et sélection des problèmes-clés essentiels.

Les organisateurs ont préparé une liste des problèmes possibles, qui peut être complétée par les participants (Annexe 3a).

1^{ère} étape: lecture et explication de la liste des problèmes (30 min).

2^{ème} étape: chaque participant doit choisir les 8 problèmes essentiels de son université (15 min).

3^{ème} étape: socialisation des résultats.

Les problèmes-clés les plus cités (*2^{ème} étape*) sont les suivants :

6: difficulté d'accès aux financements internationaux.

16: mise en œuvre de projets conjoints de recherche.

18: différences linguistiques et sélection conditionnelle des partenaires.

21: difficulté pour les étudiants africains à obtenir des bourses européennes.

28: difficulté d'intéresser, à tous les niveaux de compétence, les chercheurs et les professeurs au processus d'internationalisation (PI).

35: manque de rapports entre enseignants, entre chercheurs, au niveau de la participation au débat scientifique international et du processus d'internationalisation de l'université.

12: définition des investissements de base des universités dans les Bureaux de relations internationales (BRI).

13: construction et promotion des réseaux universitaires (par ex. Afrique-Afrique, Afrique-Europe).

32: manque de lignes directrices et de règlements communs pour évaluer la qualité (recherche et enseignement).

NB: les problèmes liés à la Reconnaissance et aux Rapports avec le territoire n'ont pas eu la priorité.

La socialisation des résultats au cours de la séance plénière (3^{ème} étape), guidée par des questions de contrôle (Que pensez-vous des résultats ? Sont-ils comme vous les aviez imaginés ? Etes-vous surpris ? Sont-ils évidents ? Comment ce fait-il que les autres problèmes n'aient pas été choisis ? Les trouvez-vous sans intérêt? Sont-ils sans grande importance ?) a été très animée.

Débat :

M. Mitiku Haile, Mekelle : l'accès aux financements internationaux semble être le problème essentiel. 5 problèmes sur les 9 sélectionnés sont aussi importants pour son université (Université de Mekelle). Nous avons besoin d'agir en parfaite synergie pour résoudre ces problèmes.

L. Kaumba, Lubumbashi : l'importance des problèmes dépend de la situation économique et sociale de la région. Il est important de pouvoir impliquer les ONGs, les entreprises et les autres acteurs sociaux de la région. Les problèmes sont différents en fonction de la région.

J. Sabakinu, Kinshasa : est très surpris que le problème n°3 ne soit pas repris dans la liste (Développement d'une région africaine de l'Education Supérieure). Les problèmes relatifs à la qualité de l'enseignement en Afrique n'ont pas vraiment retenu l'attention. Il se pose des questions à ce niveau. Le Point 6 est en effet un grand problème : comment accéder au financement international ? L'introduction de projets devient de plus en plus difficile et compliquée. Les bailleurs de fonds ont tous leur propre jargon et règles. Il ne croit pas aux ONG's comme aide pour les universités.

F.H. Tall, Ouagadougou : le plus grand problème n'a pas été repris dans la liste : le nombre croissant d'étudiants. Comment enseigner aux grands groupes ? Il a ajouté un point 36, et 36bis (corollaire) : comment évaluer les grands groupes ? Il est étonné que les autres universités non pas ajouté ce point. Les problèmes relatifs à l'accès à Internet n'a pas été mentionné, et c'est très important : bandwidth problems.

P. Faggi, Padoue : ce n'est pas l'objectif du projet, pas de fonds pour les infrastructures, ni pour les salaires. Voilà pourquoi le problème n'a pas été évoqué.

D. Breillat, Poitiers : demande aux Coordinateurs de mentionner les points qui ont été ajoutés. Ils sont peut-être importants pour la suite des travaux.

Problèmes ajoutés :

- Autres : problèmes liés à la portée/l'extension. Diffusion résultat de la recherche.
- 7 insuffisance de cadres spécialisés.
- 36 massification.
- 36 bis évaluation de grands groupes.
- Autre : faiblesse des rapports entre l'université et la société.

C.N. Awanou, Abomey Calavi : 12 devrait être en première position, car l'organisation des IRO est très importante. Inciter les dirigeants à investir plus à ce niveau.

M. J. Persens, Western Cape : il est surpris que le point 3 n'ait pas été mentionné. Comment structurer l'enseignement supérieur en Afrique ? Ou devons-nous nous concentrer sur l'approche régionale ? Dans tous les cas nous avons fort à apprendre de chaque région et une fois de plus les besoins semblent communs. Nous devrions avoir des objectifs plus ambitieux tels que l'accès aux financements, les différences linguistiques.

M. Mitiku Haile, Mekelle : les rapports entre les attentes et les problèmes : 3 aires linguistiques de l'enseignement supérieur en Afrique n'ont pas eu la priorité. Evitons-nous ce problème ? Ou

accordons-nous la priorité à la qualité - un problème très important - au niveau national ? Nous avons besoin d'éclaircissements sur le point 12, règlement minimum, M. F. Sartor, Bologne : le problème est de savoir à quel niveau doivent-êtr faits les investissements : au niveau central ou au niveau des facultés ? Quelle priorité doit-on donner aux Bureaux des relations internationales ? En Europe les universités ont des méthodes de travail quasiment identiques. Les universités africaines ont-elles une stratégie internationale ? Comment fonctionne-t-elle ?

K. Akpagana, Lomé : il revient sur le besoin d'avoir suffisamment de connectivité, autrement on n'arrivera à rien.

11:30

2^{ème} Activité : expression des besoins formatifs des participants.

M. Bertoncin donne des instructions pour la deuxième activité dont l'objectif est d'identifier et exprimer les besoins formatifs.

1^{ère} étape : les Académiciens et les Administratif travaillent séparément, pour identifier les besoins formatifs (45 min).

2^{ème} étape : les Académiciens et les Administratif travaillent ensemble, pour identifier les besoins formatifs (40 min).

3^{ème} étape : socialisation des résultats (30 min).

4^{ème} étape : les mêmes groupes de travail identifient les ressources locales, les obstacles et les opportunités pour répondre aux besoins de formation (90 min).

5^{ème} étape : socialisation des résultats (45 min).

Pour la 2^{ème} Activité, les participants sont divisés en 3 groupes et doivent approfondir 3 des problèmes sélectionnés afin d'identifier les besoins formatifs qui en découlent. Il devrait y avoir dans chaque groupe un même nombre d' Académiciens et d'Administratifs; ils devront tout d'abord travailler en 2 sous-groupes (Académiciens et Administratifs) puis ensemble. Les 3 groupes devront ensuite réaliser un synoptique en séance plénière. Par la suite, les 3 mêmes groupes se pencheront sur les besoins formatifs afin d'établir : ressources locales, obstacles et opportunités. Les 3 groupes devront ensuite réaliser un synoptique en séance plénière.

Adhésion et problèmes-clés des groupes dans l'Annexe 9.

Les 3 groupes travaillent en collaborant de façon intensive et préparent leur rapport en séance plénière. Remarquez que certains problèmes-clés ont été redéfinis par les groupes.

15:30

Activité 2.3 : séance plénière de socialisation.

Un porte-parole présente les besoins formatifs identifiés pour chaque groupe.

Groupe 1

Porte-parole : N.C. Awanou

Problème 6 : accès limité aux finances internationales

Causes : non-maîtrise de l'élaboration des TOR des projets par type de projets. Besoin spécifiques :

- Organisation de séminaires/ ateliers pour apprendre à définir et écrire les projets, qui sont différents d'un organisme à l'autre.
- Apprendre les mécanismes de financements internationaux.
- Rechercher les partenaires. Les projets doivent être élaborés par partenaires S et N
- Dans le futur, pas tout de suite, il faut réfléchir à la mise en place de bureaux d'étude pour élaborer des projets ou centre de réflexion pour universités africaines

Problème 18 : manque de préparation linguistique des étudiants africains pour la mobilité

- Formation dans la deuxième langue pour les deux langues utilisées : Fr-Engl

Problème 21 : difficulté d'accès aux bourses européennes

- Appuyer les structures de coopération et avoir plus d'infos au sujet des bourses. Si on ne les connaît pas, on ne peut pas appliquer
- Training pour les étudiants pour mieux rédiger des dossiers de demandes de bourses

Débat :

M. Mitiku Haile, Mekelle : sur 6 : le problème ne concerne-t-il que l'accès aux financements ou aussi leur gestion ?

L'uniformisation du langage est-elle un problème crucial à ce stade ? La tendance est à l'enseignement généralisé de l'anglais.

21 Devons-nous nous limiter aux universités ou intéresser d'autres acteurs ?

J. Sabakinu, Kinshasa : difficile la mise en place d'un bureau d'étude. Chaque université devrait être capable de le faire pour soi.

M. J. Persens, Western Cape : le principal attrait des universités européennes est leur diversité. Si tout le monde parle la même langue nous perdrons notre diversité. Il est préférable de rester différents et que les étudiants apprennent plusieurs langues.

M. A.M. Gentili, Bologne : dans l'éducation de masse les étudiants ont des compétences linguistiques limitées. Ils doivent avant tout apprendre parfaitement leur propre langue. La mobilité leur permet ensuite de perfectionner leur connaissance d'une autre langue. 21 : Même en Europe les informations ne touchent qu'un nombre limité d'étudiants. Il faut rationaliser et démocratiser les informations.

P. Kapagama, Kinshasa : il existe aussi le problème de la langue par rapport aux staff des bureaux des RI, où il faut avoir des agents multilingues.

Groupe 2

Porte-parole : Fitsum Asmeron

Problème 12 : définition par les universités des investissements de base dans les Bureaux de relation internationale.

Problème 13 : construction et promotion des réseaux universitaires (par ex. Afrique-Afrique, Afrique- Europe).

Problème 16 : mise en œuvre de projets conjoints de recherche.

Le groupe s'intéresse aux 3 problèmes-clés en même temps, sachant qu'ils doivent être perçus globalement. D'une façon générale, il est indispensable de définir clairement la mission des Bureaux de Relations Internationales (BRI), à renforcer au niveau des compétences ; une certaine mobilité à travers la formation sera requise même au personnel administratif. Besoins spécifiques :

- Evaluation des titres (diplômes précédents, curriculum vitae, etc..).
- Services offerts aux étudiants (logement, visa, etc..).
- Négociation des conventions.
- Elaboration de stratégies favorisant la mobilité des étudiants, des professeurs et des fonctionnaires.
- Recherche de nouvelles occasions de coopération, même avec le secteur privé (à ce propos les universités anglophones ont des habitudes différentes).
- Développement de compétences linguistiques dans les universités, pour les étudiants, le corps enseignant et le personnel administratif.
- Contact avec l'informatique : apprendre aux étudiants et au personnel à utiliser l'informatique.
- Communication à l'extérieur des activités de l'université.
- Formation des étudiants à la mesure des besoins des bailleurs de fonds internationaux.

Débat :

M. J. Persens, Western Cape : la plupart des pays africains ont des problèmes de ressource. Les étudiants ne peuvent pas voyager et leur mobilité est réduite. L'internationalisation est impossible à atteindre sans sortir de chez nous. C'est le travail des BRI. Ils doivent s'en charger sous peine de se limiter à attirer les étudiants étrangers.

Groupe 3

Porte-parole : F.H. Tall

Problème 28 : difficultés, à tous les niveaux de compétence, à impliquer les chercheurs et les professeurs dans le processus d'internationalisation

Problèmes identifiés :

- Augmenter la recherche pour permettre d'avoir une notoriété pour l'université; Gap entre flux N-S et S-N. La plupart des publications africaines sont destinées pour utilisation locale.
- Insuffisance des fonds alloués à la recherche. Carrière des profs servent plus leurs propres intérêts que l'intérêts des universités.
- Engagement réduit à cause de la fuite des cerveaux.

Problème 32 : manque de lignes directrices et de règlements communs pour évaluer la qualité (recherche et enseignement).

Certains pays n'ont pas de standards, ou sont en train de les mettre en place. Edulink peut être une opportunité pour échanger expérience et identifier meilleurs critères de qualité

- Absence de mécanismes en Afrique et au niveau régional pour assurance qualité.

Problème 35 : manque d'échanges au niveau de l'enseignement, de la recherche, de la participation au débat scientifique international et au processus d'internationalisation de l'université.

On affirme que la recherche doit enrichir le savoir universel, et donc l'éducation ; on constate l'inégalité dans la recherche entre les différentes universités, si bien que le manque de financement pour la recherche et la lourdeur du brain drain.

Besoins spécifiques :

- Capacité de construire en termes de propositions de recherche productrice et de recherche rédactionnelle.
- Transformer la fuite des cerveaux en acquisition de cerveaux.
- Partager avec les partenaires européens des expériences sur la fuite des cerveaux.
- Organisation de comités de chercheurs.

NB : en fait, ce groupe a avant tout approfondi les problèmes, au lieu d'identifier des besoins formatifs au sens large.

Débat :

L. Kaumba, Lubumbashi : il ne faut pas toujours voir le brain drain comme une chose négative, mais plutôt comme la circulation des cerveaux. Comment passer d'une fuite des cerveaux à une mise en circulation des cerveaux, positivant les choses. Publications locales ont aussi leur importance. Ne soyons pas gêné qu'il y ait des publications locales.

P. Kapagama, Kinshasa : Soulève un problème méthodologique. Il y a beaucoup de recoupement entre les 3 groupes. Pour la suite on risque de faire double emploi. Suggestions : les responsables de 3 groupes se rencontrent pour voir où il y a des recoupement et sélectionner des thèmes précis par groupe. Plus de temps de réflexion pour moins de thèmes.

M. J. Persens, Western Cape : il parle du manque de lignes directrices et de règlements communs. Il est essentiel que toutes les universités impliquent tous les partenaires dans le processus d'internationalisation, que tout le monde regarde dans la même direction. Seules l'Inde et la Chine on su attirer des cerveaux. Quant à l'Afrique, elle devrait inciter les cerveaux à revenir et les inviter

à participer le plus possible, sans prétendre qu'ils leur accordent l'exclusivité. C'est le maximum que nous puissions faire.

J. Sabakinu, Kinshasa : la plupart des Universités sont publiques et les Gouvernements doivent leur fournir les ressources nécessaires pour être compétitives. Si une recommandation sort d'ici, on peut l'introduire au niveau des Gouvernements. On ne peut pas participer au niveau international si nos propres ministères ne jouent pas correctement leur rôle.

F.H. Tall, Ouagadougou : tous les pays de l'Afrique de l'Ouest sont pauvres : 90 % des budgets sont alloués aux salaires : pas de financement pour la recherche. Pour cela, les Universités doivent se regrouper en réseaux pour améliorer la performance.

NB : pour réaliser la 4^{ème} étape, comme l'a conseillé M. P. Kapagama, les besoins formatifs ont été réunis en 4 domaines formatifs (Langue. Planning et gestion de la dimension internationale de l'éducation et de la recherche. Mobilité des étudiants et des enseignants. Accès aux financements internationaux pour l'éducation et la recherche : Annexe 10) par les animateurs et les 3 Porte-paroles ; les 3 groupes se penchent tous sur les 4 domaines pour définir les ressources, les obstacles et les opportunités.

Les groupes travaillent jusqu'à 19h00. La séance plénière de socialisation est donc renvoyée au lendemain matin.

Mercredi 5 décembre

9:15

Activité 2.5 : Séance plénière de socialisation

1. Langue

Groupe 1

Ressources internes : existence de centres de langues dans la plupart des Universités, qui forment de façon globale ; il existe aussi des formateurs en langues étrangères.

Obstacles : absence de formation en certaines langues et dans certaines Universités ; obstacle psychologique d'apprentissage d'une langue étrangère ; absence de professeurs de langues étrangères et de laboratoires de langue.

Opportunités : ce projet constitue une opportunité dont nous devons profiter. Il y a, comme partenaires dans le projet, des Universités européennes de langues différentes et nous devons utiliser cette opportunité. Dans les universités partenaires africaines nous pouvons également avoir des échanges et possibilités, car il y a des universités de langues différentes.

Groupe 2

Ressources internes : présence de départements et de laboratoires de langue, existence de Départements de Communication, de Bureaux de Relations Publiques et des programmes de journalisme dans certaines universités.

Obstacles : manqué de spécialistes dans (certaines) langues, manque d'intérêt, manque de formation, hétérogénéité linguistique, politiques (cadre ethnique), nombreuses universités peu informatisées, parfois absence de Département de communication ou de journalisme.

Opportunités : existence de fondations et de centres culturels dans de nombreux pays (Alliance française, Goethe Institut, et..), échanges entre les universités et échanges de compétences, possibilité de réseautage avec les pays voisins.

Groupe 3 ne s'est pas occupé de ce domaine

2. Planification et gestion de la dimension internationale de l'éducation et de la recherche.

Groupe 1

Ressources internes : il existe des embryons de groupes qui ont des notions en planning. Ils font tant bien que mal leur travail. Il existe des plans stratégiques de développement des universités et il existe des budgets pour exécuter ces plans.

Obstacles : faiblesse dans le suivi et l'évaluation de l'exécution de ces plans stratégiques des Universités. Insuffisance de ressources financières pour exécuter les plans. Conséquence : les plans ne sont pas exécutés à la fin de la période prévue.

Opportunités : Edulink pourrait offrir une réponse aux besoins d'experts en plans stratégiques de développement pour exécuter ces plans : une opportunité à ce sujet. Echange de compétences entre les partenaires, aussi une opportunité.

Groupe 2

Ressources internes : existence d'un Département des ressources humaines dans les universités et de plans stratégiques

Obstacles : manque de projets, manque de lecture spécifique des plans dans chaque Université ; tendance à ne pas vouloir changer, à ne pas s'orienter vers de nouvelles directions ; manque de compétences, de spécialisation, de fonctions.

Opportunités : exploiter les compétences d'autres universités et encourager la mobilité internationale, mais cela est difficile.

Groupe 3 domaines fusionnés de la Planification et de la Mobilité

Besoins : répartis en 3 sujets

- Problème des écoles doctorales et accréditation
- Mobilité
- Accords internationaux

Ressources internes : il existe des ressources humaines et institutionnelles, en provenance des états et ressources propres à certaines universités ; comme ressources propres il y a une grande diversité des situations dans différentes Universités. Dans la majorité des Universités francophones l'accès pour les étudiants est pratiquement gratuite. Dans certaines universités de type anglo-saxonne, la contribution des étudiants va jusqu'à 40 à 50 % des frais de formation

Obstacles : capacités limitées, manque d'information, expérience limitée en matière de formation doctorale. Brain drain, limites au niveau des langues de communication, vieillissement du corps professoral qui pose le problème de la relève. Différence dans les programmes qui pose problème dans les Accords.

Opportunités : ressources financières venant des bailleurs de fonds. Par ex., BM accepte de soutenir les Universités organisées en réseau. Idem pour Banque Africaine de Développement. Le Réseau Edulink peut mettre expertise à disposition des Universités. Enseignement à distance, disponibilité de bourses, particulièrement européennes, cotutelle de thèses et PhD en sandwich.

3. Mobilité

Groupe 1

Ressources internes : existence de structures de coopération dans les Universités avec un minimum de matériel ; existence de programmes de coopération interuniversitaires N-S et S-S ; programmes de formation commune ; cotutelle de thèse et recherche commune.

Obstacles : déficit en information, problèmes de langues, ICT ; manque de ressources financières et lourdeur administrative qui retarde les informations qui arrivent parfois après le deadline.

Infrastructures inadéquates et problème de broad band. Sites web pas dynamiques. Faiblesse dans organisation des activités scientifiques. Résistance à l'introduction des nouvelles techniques TIC.

Opportunités : réseau Edulink, pour avoir les informations nécessaires à temps et permettre aux étudiants de bouger et d'obtenir des bourses ; développement d'une coopération plus importante entre Universités N-S et aussi entre quelques Universités S-S. L'organisation en réseau serait profitable pour nos Universités. Ceci est comparable à ce qui se passe au niveau des réseaux RESAO, CAMES et SARUA

Groupe 2

Ressources internes : présence de fonctionnaires internes, budgets habituels des universités, bureaux dans les universités.

Obstacles : manque d'expérience et de compétences, fonds insuffisants, compétence, qualification, problèmes d'évaluation des diplômes d'autres pays, problèmes de visa (lenteur bureaucratique).

Opportunités : Edulink, exploitation des réseaux existants.

4. L'accès aux financements internationaux pour l'éducation et la recherche :

Groupe 1

Ils ont décidé de reformuler le domaine comme « Formation en élaboration de projets bancables et en recherche de financement »

Ressources internes : il existe des personnes qui ont certaines compétences en rédaction de projets bancables dans presque toutes les Universités ; existence de services de coopération avec un minimum d'outils informatiques pour accès à Internet.

Obstacles : absence de vrais experts : les gens ont plutôt appris sur le tas ; la déontologie nécessaire n'est pas vraiment connue. Faibles partenariats interuniversitaires, surtout régionales, pour rédiger les projets.

Opportunités : Edulink permettra de former des spécialistes ; bénéficier des réseaux existants tels que CAMES, SARUA ; possibilité d'utiliser les partenariats N-S et les coopérations interuniversitaires.

Groupe 2

Ressources internes : ressources humaines et organisation dans les universités, bureaux d'aide financière.

Obstacles : connaissance limitée pour rédiger de bons projets, manque d'informations sur les possibilités et les caractéristiques requises par les bailleurs de fonds, instabilité politique (les bailleurs de fonds se déplacent, quittent le pays...), bureaucratie, procédures administratives, douanes (impôts sur les importations), déséquilibre entre nos besoins et les possibilités offertes.

Opportunités : agences d'aide, ONG, Ambassades, fondations; Internet facilite la recherche de ces possibilités.

Groupe 3

Tout d'abord, le groupe a détaillé les besoins formatifs: mobilisation financières, informations sur les bourses, bonne connaissance des réglementations des donateurs.

Ressources internes : ressources humaines, ressources institutionnelles, ressources financières publiques, privées, des ONG, propre des Universités.

Obstacles : capacité, autonomie et expérience limitées des Universités ; conditionnalités du financement ; manque d'informations.

Opportunités : appels d'offres, de différentes institutions techniques ou financières, pourvu qu'on soit informés ; expertise propres des Universités ; les membres des Universités peuvent faire des consultation qui devraient rapporter des savoir-faire aux Universités, mais ce n'est pas toujours le cas; Edulink ; sessions de formation et d'information.

10:00

Activité 3 : La recherche de nouvelles opportunités de coopération.

M. Bertoncin informe qu'en raison du retard pris lors de la séance d'hier, nous devons passer directement à la deuxième étape. Les participants, divisés en 3 groupes selon leur langue de travail (français, anglais, portugais), identifient les points forts de leur groupe, dans les 4 domaines concernés, et les reportent sur un synoptique en séance plénière. Les débats se déroulent en toute sérénité et sont très productifs, sans être interrompus par les traductions, comme au cours des séances précédentes.

12:00

Activité 3.3 : Séance plénière de socialisation.

Les porte-paroles de chaque groupe exposent les points forts identifiés et les opportunités de coopérations, existant dans chaque région linguistique, qui en découlent.

Groupe Francophone

Langue : une force est la maîtrise du français, l'existence de centres de formation en français, une certaine ouverture d'esprit pour apprendre d'autres langues par les francophones.

Planning: existence de plans stratégiques dans ces universités (5-Years plan) ; capital humain disponible pour être formé en ce qui concerne le plan stratégique

Mobilité : présence de ressources humaines motivées ; accords de coopération existent , même si parfois «inactifs». Il existe des services de coopération, ce qui est un atout important et il y a une structure qui gère la mobilité

Accès aux financements : bailleurs de fond très important comme AUF (Agence Universitaire de la Francophonie), CODESRIA, CUD, VLIR, CRDI (Canada). En plus, la coopération bilatérale qui finance quelques projets et les budget nationaux.

Groupe Lusophone

Langue : existence de cours de langue dans les facultés, pas dans des écoles de langue. Disponibilité de personnel qualifié. Des programmes de licence sont offerts en anglais et en français.

Planning : existence de plans stratégiques qui donnent une direction aux Universités et planning en place pour implémentation et évaluation.

Mobilité : il existe une association des Université lusophones qui organise des conférences, workshops etc. ; il y a un plan de mobilité dans les Universités lusophones ; il existe des services de la coopération et une expérience en mobilité dans la région ; il y a en plus des étudiants étrangers et des professeurs étrangers dans les universités.

Accès aux financements : identification de sources financières locales provenant du gouvernement, du secteur privé ou d'autres institutions financières, ainsi que de la coopération bilatérale. Les Universités jouissent d'une certaine crédibilité auprès des donateurs. Présence de sources de financements complètes et capacité d'écrire des projets.

Groupe Anglais

Langue : existence de différentes unités de langue. L'e-apprentissage et les laboratoires de langue peuvent favoriser les compétences linguistiques.

Gouvernance : existence de charte universitaire, d'un système démocratique; les universités bénéficient, au niveau de leur organisation, d'autonomie et de liberté académique, de processus de représentation au sein de l'université et, chose plus importante, à l'extérieur de l'université.

Planning : il existe des plans stratégiques à court terme ou à long terme (5 ans ou même 4 étapes de 5 ans) ; les plans stratégiques sont régulièrement actualisés. Il existe des processus de contrôle extérieur et intérieur, en termes d'évaluation des programmes et d'examen des performances.

Accès aux financements : on peut utiliser des fonds d'origines différentes. Contributions publiques, privées, coopération bilatérale et multilatérale ; on peut aussi trouver des fonds en commercialisant les résultats de la recherche.

Débat :

Les animateurs proposent des questions pour orienter le débat sur les résultats : les points forts (régionaux) peuvent-ils être une ressource du projet et répondre aux besoins en formation ? Le fait d'appartenir à même groupe linguistique peut-il être une ressource ? Est-ce que le groupe linguistique peut-il être une ressource ou doit-il induire à concevoir des modes d'agir différents ? Quant aux points forts établis, pensez-vous qu'il faille ajuster/perfectionner les besoins formatifs exprimés auparavant ? Et les questions-clés ? Comment peut-on renforcer les rapports consolidés entre les différents partenaires dans le territoire linguistique local et dans les autres territoires ?

Mitiku Haile, Mekelle : nous avons 41 problèmes pour commencer, qui ont fini par n'intéresser que 9 domaines de la formation et puis 4. Il existe des points forts au niveau de l'université, du pays et de la région. Il peut être nécessaire de repenser les autres besoins. Pourrions-nous dresser la liste de tous les besoins et voir s'ils ont tous été pris en considération ? Nous pourrions en outre mettre en valeur les points forts locaux et les convergences existantes.

J. Persens, Western Cape : il est vrai que les universités africaines ont des tendances et des problèmes communs. Peu importe la langue : n'agissez pas trop par groupes linguistiques. Plus vous serez unis, plus vous serez forts. Veillez à exploiter les points forts existants. En Afrique du Sud, par exemple, l'organisation existe ; il y a des séminaires comme celui-ci pour apprendre à gérer les BRI et les programmes d'échange et à évaluer les titres. Il y a aussi des présentations théoriques : le rôle de l'informatique, l'internationalisation chez soi. Ne restez pas dans votre coin, ouvrez-vous aux propositions des autres. Il doit exister une façon africaine d'affronter les problèmes, ce qui n'est pas encore le cas en Afrique du Sud où les institutions restent très européennes.

L. Kaumba, Lubumbashi : lorsque vous trouvez de bonnes choses chez les autres, prenez-les. Mieux vaut tirer bénéfices des points forts des autres du groupe.

F.H. Tall, Ouagadougou : nous avons appris beaucoup de choses sur pas mal d'arguments, notamment le processus de Bologne. Nous sommes tous dans le même bateau et devons aller ensemble. Les universités du Sud doivent se serrer les coudes. Il faudrait pouvoir offrir la même qualité d'éducation. Ce projet nous donne les outils nécessaires pour se mettre au travail. Il faut voir ce qu'on peut faire ensemble.

D. Breillat, Poitiers : certaines universités pourraient servir de ponts. Prenez pas exemple nos collègues lusophones : grâce à leur connaissance des langues impressionnante, ils sont en mesure d'interagir avec leurs collègues francophones et anglophones. Prenez les universités de la République Démocratique du Congo : ces universités sont francophones et elles sont engagées dans le SADC. Toutes les universités peuvent servir de ponts pour créer un réseau. J. Sabakinu, Kinshasa : ce séminaire a été une occasion de partage d'expériences de connaissances, expériences porteuses d'espoir. Espérons que cela serve à dynamiser les réseaux. Les universités se sont développées dans des contextes politiques différents. Les modèles de développement ne sont pas unique, mais diversifié : ça peut être une richesse. La conférence est porteuse d'espoir car il est tout à fait possible de créer et activer un réseau dans la diversité.

A.M. Gentili, Bologne : la conférence a été très importante même pour les Européens. L'idée de créer un réseau de partenaires sur un pied d'égalité est finalement une réalité. Nous devons ramener ce message en Europe. Les universités africaines sont des partenaires à part entière.

Commentaires finaux sur le séminaire (P. Faggi, Padoue) : en tant que coordinateur du projet AUDIS, il conclut en disant que cet atelier a permis de former le groupe. On a évalué des besoins en formation et les ressources et identifié les ressources de tous les partenaires. Que de chemin

parcouru depuis 2002 : les missions d'experts consistant à implémenter des études de faisabilité se soldaient par l'établissement d'une simple liste de besoins, un syndrome courant de la coopération entre universités. Mais à présent nous avons établis quels sont les besoins formatifs, d'une part et, surtout, pris conscience des ressources et des points forts qui existent déjà et qui peuvent être réunis. C'est ainsi que nous nous connaissons les uns les autres et que nous désirons travailler ensemble. Nous avons établi ce qui doit être fait et nous sommes prêts à affronter les prochaines étapes. Nous remercions chaleureusement nos confrères de l'université Gaston Berger, en particulier M. Abdoulaye Barry, un hôte merveilleux, très engagé localement.

M. Mitiku Haile félicite M. P. Faggi.

Discours de clôture du Recteur UGB, professeur Teuw Niane : il cite le rôle et la structure de l'UGB dans un pays qui investit beaucoup dans l'enseignement supérieur. 4 nouvelles universités ont été ouvertes récemment au Sénégal. 4500 étudiants sont actuellement inscrits à l'UGB, qui veut arriver à 15.000, avec 5000 étudiants à distance ; l'UGB entend surtout renforcer les processus d'assurance qualité et intensifier les rapports avec les partenaires. Il reconnaît l'importance des arguments du séminaire : les universités africaines ont des ressources faibles et peu de capitaux. Elles devront chercher de nouveaux financements dans un monde qui évolue rapidement. Elles doivent s'ouvrir, interagir avec d'autres partenaires pour développer les capacités des chercheurs et des enseignants.

15:00

Planning des prochaines étapes (P. Faggi, Padoue, Coordinateur AUDIS)

D'ici la fin janvier 2008, les partenaires africains recevront un formulaire – validé par le Comité directeur – contenant des propositions de formation dans des universités européennes, dans les 4 domaines formatifs identifiés au cours du séminaire. Le Comité de pilotage se réunira à Bruxelles, en mars, pour définir les propositions et organiser les périodes de formation.

En juin, un séminaire de 3 jours à la KU Leuven donnera le coup d'envoi aux activités européennes du projet et sera suivi par 15 jours de formation et 3 jours de séminaire pour vérifier les résultats à l'Université Catholique de Louvain. Il est essentiel que les représentants des partenaires africains séjournent assez longtemps en Europe pour que le projet soit vraiment efficace.

Annex 1

Projet – Edulink – Project

AUDIS – African Universities International Dimension strengthening (2007-2009)

Needs Assessment Seminar Séminaire d'évaluation des besoins

Saint-Louis, Université Gaston Berger, dec. 3/5, 2007

Dear Participants,

According to the project's plan, this first Seminar aims to assess the training needs of African partners in terms of International relations. To this needs the project will try to answer in the following steps. With this objective, the Seminar will have four key notes speeches by experts, and after it will be organised in group works, in which participants will find out the problems and will start to identify possible answers. Participants will be directly engaged in fulfilling the task. We hope you will find it interesting and useful. Working languages will be English and French.

Chers Participants,

Ce premier Séminaire vise à évaluer les besoins en formations des Partenaires africains dans le domaine des Relations internationales. Sur la base des objectifs visés, nous entendrons quatre communications présentées par d'éminents spécialistes. Il sera ensuite organisé des groupes de travail dans lesquels les participants identifieront les problèmes et proposeront des solutions. Les participants devront donc aboutir à des résultats concrets. Nous espérons que vous trouverez le Séminaire intéressant et utile. Les langues de travail seront le Français et l'Anglais.

Pierpaolo Faggi
AUDIS project Coordinator

Abdoulaye Barry
Local Convenor

Programme

3 déc.

09.00 Bienvenue et interventions des Autorités (UGB)

10.00 Présentation d'AUDIS (P. Faggi)

10.30 Pause café

11.00 Exposé: Le processus de Bologna et les implications pour l'internationalisation (F. Sartor, Univ. de Bologna)

12.00 Exposé: Les Universités africaines face l'internationalisation: potentialités et problèmes (N. Matos, Fundação para o Desenvolvimento da Comunidade - Mozambique, ex –Secr. Gén. de l'Association des Universités Africaines)

13.00 Pause déjeuner

15.00 Exposé: L'action du CAMES vers l'Afrique anglophone et lusophone (M. Sall, Secrétaire Général du CAMES, Ouagadougou)

16.00 Exposé: Qualité, certification et accréditation: un défis pour l'internationalisation (G. Langouche, KULeuven, Président du Comité de pilotage du Groupe de Coimbra)

17.00 Visite de l'UGB

4 déc.

09.00 Travaux en groupe pour identifier les besoin formatifs (les partenaires africains, avec 2 animateurs/facilitateurs)

11. 00 Pause café

11.30 Travaux en groupe

13.00 Pause déjeuner

15.00 Travaux en groupe

18.00 Fin des travaux

5 déc.

09.00 Travaux en groupe

11.00 Pause café

11.30 Restitution et discussion en assemblée plénaire

13.00 Pause déjeuner

15.00 Election du Comité de pilotage d'AUDIS (3 membres Africains et 3 Européens)

16.00 Planification des phase suivantes

18.00 Fin des travaux

Program

Dec., 3

09.00 Welcome addresses by Authorities (UGB)

10.00 AUDIS presentation (P. Faggi)

10.30 Coffee break

11.00 KN Speech: The Bologna process and its implications for internationalisation (F. Sartor, Univ. de Bologna)

12.00 KN Speech: African Universities coping with internationalisation : potentials and problems (N. Matos, Fundação para o Desenvolvimento da Comunidade - Mozambique, past Gen. Secr. Of the African Universities Association)

13.00 Lunch break

15.00 KN Speech: CAMES activities towards anglophone and lusophone Africa (M. Sall, CAMES General Secretary, Ouagadougou)

16.00 KN Speech: Quality, certification and accreditation: a challenge for internationalisation (G. Langouche, KULeuven, Chairman of the Coimbra Group Steering Committee)

17.00 Visiting UGB

Dec., 4

09.00 Group work to assess training needs (African partners with 2 facilitators)

11. 00 Coffee break

11.30 Group work

13.00 Lunch break

15.00 Group work

18.00 End of activities

Dec., 5

09.00 Group work

11.00 Coffee break

11.30 Feed back and discussion in plenary assembly

13.00 Lunch break

15.00 Election of AUDIS Steering Committee (3 African and 3 European members)

16.00 Next steps planning

18.00 End of activities